



**HAL**  
open science

## L'action diplomatico-militaire de l'Est dans le “ pré carré ”. Une pénétration de l'influence communiste sous surveillance des réseaux Foccart (1958-1969)

Walter Bruyere-Ostells

### ► To cite this version:

Walter Bruyere-Ostells. L'action diplomatico-militaire de l'Est dans le “ pré carré ”. Une pénétration de l'influence communiste sous surveillance des réseaux Foccart (1958-1969). Matthieu Boisdrion, Krisztian Bene. Marges impériales en dialogue. Échanges, transferts, interactions et influences croisés entre les espaces postcoloniaux francophones et la périphérie soviétique européenne dans la seconde moitié du XXe siècle, 1, Editions Codex, pp.P 37-47, 2022, 978-2-918783-26-8. hal-04647865

**HAL Id: hal-04647865**

**<https://hal.science/hal-04647865>**

Submitted on 15 Jul 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright



## L'action diplomatico-militaire de l'Est dans le « pré carré ». Une pénétration de l'influence communiste sous surveillance des réseaux Foccart (1958-1969)

Walter Bruyère-Ostells

Professeur des universités à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence

Avec la décolonisation en 1960, l'Afrique, notamment francophone, devient un enjeu des projections d'influence et des déploiements de puissance des deux blocs. À cette date, peu connaissant de la région, l'URSS a de fortes ambitions mais peu de leviers directs, ce qui l'incite à impliquer les démocraties populaires d'Europe de l'Est. Moscou doit ainsi s'appuyer largement sur la Tchécoslovaquie qui dispose alors de liens économiques ou culturels dans la région. A contrario, dans la dynamique de la période marquée par les conflits indochinois et algérien, la France décolonisatrice redéfinit sous la présidence du général de Gaulle les modalités d'exercice de sa puissance. Les objectifs en termes d'influence et la lutte de puissance entre les deux Grands passent sur ce continent par la concurrence avec les anciennes puissances coloniales qui souhaitent garder la mainmise sur leur ancien « pré carré ». La décolonisation de l'Afrique subsaharienne à partir de 1960 se traduit par une forme renouvelée d'influence française ; elle est rendue possible par le maintien d'un maillage de points d'appui militaires dans la région et par les liens qu'elle tisse avec les nouveaux États sous l'égide de Jacques Foccart au secrétariat aux Affaires africaines et malgaches<sup>1</sup>. La lutte géopolitique contre l'influence d'une puissance majeure (l'URSS) rejoint, chez les hommes des réseaux Foccart, un fort anti-communisme idéologique. Il s'agit ici de voir comment ils analysent l'action des pays du bloc de l'Est dans leurs efforts de déploiement en Afrique francophone subsaharienne, comment ils interprètent les rapports entre Moscou et les démocraties populaires européennes. Pour ce faire, il convient également d'appréhender les représentations qui les guident dans la politique mise en œuvre face à la « pénétration communiste » : distinguent-ils un jeu entre le centre soviétique et ses marges, comme eux-mêmes doivent composer avec leurs « marges africaines » ? En partant de l'hypothèse que l'approche française est très centrée sur l'URSS, puis sa concurrence avec la Chine, Paris observe ce que font les autres États européens considérés comme parfaitement alignés sur Moscou. Ce papier se donne donc pour objectif de mieux saisir comment s'articule la coopération entre Moscou et ses marges de l'Europe de l'Est dans leur action dans l'Afrique subsaharienne francophone, d'analyser son évolution comme celle des mécanismes d'endiguement face à elle, et de voir si cette articulation est parfaite, si, au contraire elle connaît des frictions et des inflexions... Dans un premier temps, il convient de brosser le tableau dressé par les agents français de la pénétration communiste dans la zone et de l'implication des différentes républiques populaires au tournant des années 1950 et

<sup>1</sup> BAT Jean-Pierre, *Le syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Paris, Folio Gallimard, 2012.





1960. Dans un second temps, une attention plus particulière doit être portée aux enjeux sécuritaires et militaires. Dans un dernier temps, on pourra mieux appréhender les facteurs de l'insuffisante coordination des démarches de Moscou et des pays européens censés être alignés sur elle dans la décennie 1960.

## **À l'heure des décolonisations : une pénétration plus ou moins forte des États d'Europe de l'Est sous l'égide de Moscou**

Le discours anticolonialiste de l'URSS et l'émergence des non-alignés depuis Bandung ont facilité l'ouverture d'un dialogue entre des républiques populaires et les porteurs des indépendances africaines dès les années 1950.

### *La Tchécoslovaquie en avant-garde au tournant des années 1950-1960*

Très tôt, la Tchécoslovaquie a noué des liens privilégiés avec des partis ou des mouvements sur le continent. Dès l'Entre-deux-Guerres, Jan Korinek se taille une réputation comme explorateur et africaniste. À son initiative, en 1936, la Tchécoslovaquie dispose d'un consulat à Rabat. En 1956, il revient dans le pays nouvellement indépendant à la tête d'une délégation diplomatique et commerciale. Parmi les mouvements en contacts avec Prague, on compte par exemple le *Council of Nigeria and the Cameroons* (NCNC), l'UPC au Cameroun (en clandestinité à partir de 1958), le parti du Congrès de l'indépendance de Madagascar fondé en 1958 et proche du parti communiste français<sup>2</sup>. Un appui puissant est également apporté à Amilcar en Guinée portugaise (PAIGC). Dès les années 1950, la Tchécoslovaquie peut ainsi développer une politique active dans la région. Prague dispose, en effet, d'un bon réseau consulaire en Afrique francophone avant même les indépendances. Outre l'Afrique du Nord et Dakar (jusqu'en 1948), au moment des indépendances, des consulats sont implantés au Congo-Léopoldville, au Ghana, au Togo et au Mali. Enfin, un travail important de la Tchécoslovaquie a été fait dans la décennie 1950 à l'ONU pour parvenir à la reconnaissance des États en marche vers l'indépendance.

Dans ces années-là, sa position de « Genève communiste » facilite l'activisme diplomatique de Prague en direction de ce que l'on appelle à partir de 1952 le Tiers-Monde<sup>3</sup>. Ne percevant sans doute pas l'Afrique comme stratégique à ce moment de la Guerre froide, Moscou suit cependant avec de plus en plus d'intérêt le déploiement diplomatique tchécoslovaque. L'ambassadeur soviétique à Paris, S.A. Vinogradov, le reconnaît dans un entretien avec son homologue tchécoslovaque, Josef Urban, le 28 novembre 1958, affirmant que « l'URSS a dans ces régions relativement moins de capacités de négociation que la République tchécoslovaque »<sup>4</sup>. Trois mois plus tard, le 17 février 1959, Vinogradov dit à

<sup>2</sup> Selon les archives tchèques citées p. 90 par DVORACEK Jan, PÍKNEROVA Linda, ZAHORIK Jan, *A History of Czechoslovak involvement in Africa: Studies from the Colonial Through the Soviet Eras*, New-York, The Edwin Mellen Press, 2014.

<sup>3</sup> BARTOSEK Karel, *Les aveux des archives Prague-Paris-Prague 1948-1968*, Paris, Seuil, 1996.

<sup>4</sup> Cité par ZIDEK Petr, « La Tchécoslovaquie et le tiers-monde dans les années 50 et 60 », *Cahiers du CEFRES, Centre français de recherche en sciences sociales (CEFRES)*, 2010, pp. 85-116.





Urban qu'il « considère comme très justifié que la République guinéenne juge prioritaires ses relations avec la République tchécoslovaque et l'aide que cette dernière lui apporte. Cette attitude est plus tactique que si tout le poids des relations de la République guinéenne avec le camp socialiste reposait uniquement sur l'URSS »<sup>5</sup>.

Effectivement, depuis 1958, le *Politburo* tchécoslovaque fait des relations avec la Guinée de Sékou Touré une priorité. Il souhaite y ouvrir une ambassade perçue comme un élément décisif de la pénétration tchécoslovaque sur le continent. Des personnages de premier plan ont des relations anciennes avec Prague. Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité guinéenne, Fodéba Keïta a effectué sa première visite en Tchécoslovaquie dès 1947 lors du festival mondial de la Jeunesse démocratique avant de faire deux nouveaux séjours en 1950 et 1951<sup>6</sup>. Le président du Parlement, Diallo Saïfoulaye, y a longuement séjourné au titre de vice-président de l'Organisation syndicale mondiale<sup>7</sup>. Dans la préparation aux indépendances, outre la Guinée, l'un des autres points de pénétration privilégié est le Mali. En fait, Modibo Keïta rompt plusieurs mois les liens avec la Communauté française et fonde la Fédération du Mali (avec le Sénégal) en avril 1959.

Bien connu, cet épisode montre la marge de manœuvre assez importante des États francophones par rapport à Paris. Après sa dissolution et la proclamation des indépendances, Keïta se lance dans une éphémère expérience socialiste qui permet une intense activité tchécoslovaque. De façon plus globale et structurante, le 15 février 1959, le gouvernement propose une résolution intitulée « Le développement des relations économiques avec les pays moins développés » puis dans la foulée « Principes guidant l'envoi d'experts tchécoslovaques pour fournir de l'assistance technique ». En février 1959, la première délégation guinéenne à se rendre derrière le Rideau de fer choisit Prague ; elle compte notamment Fodéba Keïta<sup>8</sup>. Enfin un texte prévoit d'accueillir des étudiants africains méritants dans les universités du pays. À la fin de l'année 1959, un département consacré à l'Afrique (le 10<sup>e</sup>) est créé aux Affaires étrangères (séparé des affaires du Moyen-Orient). De façon logique, la jeunesse est une cible privilégiée. Le pays a alors déjà des relations commerciales avec 20 pays africains. À la fin des années 1950, dans le bloc de l'Est, le pays est déjà le 2<sup>e</sup> exportateur après l'URSS vers l'Afrique sub-saharienne.

### *Une implication plus large sous l'égide de Moscou au début des années 1960*

Au début des années 1960, la pénétration soviétique devient beaucoup plus ambitieuse et se structure. Toutefois, l'expertise soviétique sur le continent étant très faible, son déploiement nécessite d'utiliser des leviers. L'appui des pays de l'Est est pensé ainsi à partir des plus-values de chacun d'eux. La Tchécoslovaquie continue d'être le relais diplomatique majeur. Dans la logique d'influence sur les futures élites, une discussion

<sup>5</sup> *Ibidem*.

<sup>6</sup> COMTE Gilbert, « Le marxisme et l'Afrique », *Revue française d'études politiques africaines*, mars 1967, page 86.

<sup>7</sup> Voir plus bas.

<sup>8</sup> ZIDEK Petr, « La Tchécoslovaquie et le tiers-monde dans les années 50 et 60 », *op. cit.*, page 8.





s'installe plus largement entre le gouvernement tchécoslovaque (à partir de l'existant) et Moscou. Les Soviétiques encadrent la politique visant à l'éclatement de la sphère coloniale. Ils créent l'Académie diplomatique pour cela, l'Institut d'Afrique à l'Académie des Sciences soviétique<sup>9</sup>. Mais Prague peut se prévaloir d'une expertise sur l'Afrique de l'Ouest sans équivalent : l'Université du 17 novembre y est créée en 1960 pour accueillir ses premiers étudiants africains en 1961. Le même dispositif existe dans le domaine militaire avec l'Académie militaire Antonin Zapotocky. Pour les cadres syndicaux, la Fédération syndicale mondiale (FSM) dont le siège est à Prague supervise le développement de l'Université ouvrière africaine qui s'est ouverte à Conakry en 1959<sup>10</sup>. Enfin, de l'autre côté du Rideau de fer, un Comité Tchécoslovaquie-Afrique est mis en place en novembre 1960 à l'Union interparlementaire à Genève, proposé par Zdenek Fierlinger qui avait précédemment dirigé l'Assemblée nationale entre 1953 et 1964.

Une démarche de liaisons maritimes s'organise. Elle est principalement portée par la Pologne. En cinq mois de février à juillet 1960, 84 escales de bateaux commerciaux en provenance du bloc de l'Est ont été faites dans des ports de l'ouest africain (pas seulement francophone), 65 par des navires polonais et 19 soviétiques. Les dessertes ont augmenté de 58 % par rapport à l'année précédente. Les ports desservis sont, dans l'ordre pour l'Afrique francophone, Conakry (8 navires polonais et 7 soviétiques), Dakar (13 navires polonais) et Libreville (2 polonais) en 1960. En attendant une desserte allemande annoncée pour 1962, les Polonais transportent des produits tchécoslovaques, hongrois et probablement de RDA<sup>11</sup>. Pour les liaisons aériennes, une étroite collaboration entre l'Union soviétique – qui a les leviers industriels et financiers – et la Tchécoslovaquie implantée localement aboutit à la mise en place de Ghana Airways, d'Air Guinée et d'Air Mali, via des ventes de matériel, de formations de personnels et le développement d'infrastructures<sup>12</sup>.

Le Mali s'ouvre particulièrement à ces différentes coopérations avec le bloc de l'Est. Celui-ci représente une part très significative du commerce extérieur (42,8 % des échanges en 1964-1965)<sup>13</sup>. Cependant les relations se compliquent, pour des raisons économiques internes au Mali, mais aussi en raison de comportements racistes contre les étudiants maliens partis à Prague. Dès 1964, le Mali ferme son ambassade de Prague. En revanche, les relations avec le Ghana demeurent importantes pendant tout le début des années 1960. En fait, il ne faut pas négliger la capacité politique, manœuvrière des chefs

<sup>9</sup> DVORACEK Jan, PIKNEROVA Linda, ZAHORIK Jan, *A History of Czechoslovak involvement in Africa: Studies from the Colonial Through the Soviet Eras*, op. cit., page 100.

<sup>10</sup> Les archives de la FSM sont conservées à l'Institut d'histoire sociale de la CGT. Mais il n'y a aucune trace de l'Université ouvrière africaine dans le fonds. Sur son histoire, on peut se reporter à l'article de Françoise Blum, « Une formation syndicale dans la Guinée de Sékou Touré : l'Université ouvrière africaine 1960-1965 », *Revue historique*, vol. 667, n°3, 2013, pp. 661-691.

<sup>11</sup> CIA, « Current support Brief. Soviet merchant shipping service to West Africa », August 31, 1960. En ligne : [<https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/CIA-RDP79T01003A000900470001-0.pdf>].

<sup>12</sup> MUEHLENBECK Philip, *Czechoslovakia in Africa 1945-1968*, London, Palgrave-Macmillan, 2015.

<sup>13</sup> Archives nationales, Fonds Foccart, 5 AG F/2597, Note d'information « Point des activités soviétiques dans les États africains francophones » (6 avril 1968), SGDN, cabinet du Premier ministre.





d'État africains qui jouent de ces relations, non tant avec Moscou qu'avec ses marges européennes, pour obliger les puissances à mieux les considérer ou pour en tirer des bénéfices matériels sans conséquences idéologiques. Ainsi, les Français, non sans déplaisir, notent que Léon M'Ba (ce qui se prolonge sous son successeur Omar Bongo) a accepté d'ouvrir des relations commerciales avec la Hongrie sans être naïf politiquement puisqu'il refuse tout contact avec l'URSS<sup>14</sup>. Il en va autrement quand les coopérations touchent aux domaines sécuritaire et/ou militaire.

## Républiques populaires et réseaux Foccart en Afrique : la gestion des aspects sécuritaires et militaires de la pénétration communiste

Alors que la Guinée devient une tête de pont de la pénétration de l'influence communiste, la France est particulièrement attentive aux interactions qui pourraient déstabiliser rapidement les jeunes régimes du « pré carré » en bons termes avec Paris.

### Trafics d'armes à destination du « pré carré »

La Tchécoslovaquie fournit du matériel et des experts militaires à la Guinée dès 1958 et au Mali en 1960. Dès les 27 au 30 novembre 1959, Sékou Touré avait fait une visite officielle à Prague (après être passé par Moscou). Officiellement, seul un accord sur les questions culturelles est alors signé. En septembre 1960, d'autres accords sont passés pour la formation des infrastructures de sécurité malienne par la Tchécoslovaquie : fourniture d'armes et entraînement des forces de sécurité intérieure. Le président Keita va lui aussi à Prague en mai 1962<sup>15</sup>. Les livraisons d'armes sont assez conséquentes dans cette première moitié des années 1960.

Différents trafics illicites d'armes sont également mis en place par la Tchécoslovaquie dès 1958. Elle peut notamment apporter son soutien à Amilcar Cabral qui prépare sa guérilla depuis Conakry au début des années 1960. Le leader de la Guinée-Bissau est alors en contact avec la StB<sup>16</sup>. Avec les moyens fournis par Prague, Conakry appuie également la guérilla de l'UPC au Cameroun. L'URSS ne s'en mêle pas directement pour ne pas froisser des puissances de l'Ouest comme la France. La Tchécoslovaquie tire ainsi les bénéfices de son long travail en amont des indépendances pour être le pays prioritairement sollicité par Moscou pour la zone. En 1960, le *New York Times* publie toutefois un article qui dévoile des accords qui étaient secrets entre la Guinée et l'URSS, notamment l'installation d'une base de sous-marins soviétiques et des stations d'écoute de la côte

<sup>14</sup> AN, Fonds Foccart, 5AG F/2597, Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches, Note d'information « Point des activités soviétiques dans les États africains francophones » (6 avril 1968), SGDN, cabinet du Premier ministre.

<sup>15</sup> DVORACEK Jan, PIKNEROVA Linda, ZAHORIK Jan, *A History of Czechoslovak involvement in Africa: Studies from the Colonial Through the Soviet Eras*, op. cit., page 100.

<sup>16</sup> TELEPNEVA Natalia, *Our Sacred Duty: the Soviet Union, the liberation movements in the Portuguese colonies and the Cold War 1961-1975*, PhD thesis, The London School of Economics and Political Sciences, 2014.







ouest-africaine. Un cargo soviétique a par ailleurs apporté du matériel militaire à la Guinée avec 175 techniciens dont 75 Tchécoslovaques, 25 Russes et 65 Chinois<sup>17</sup>.

Les phases de durcissement des rapports sont particulièrement intéressantes. Pendant la crise de Cuba, la Guinée rompt les relations avec Moscou mais pas avec Prague. Ainsi, la Guinée joue des marges de manœuvres offertes par les multiples partenaires communistes dont il dispose à l'Est et Prague conforte sa position d'appui nécessaire pour Moscou. Sékou Touré maintient d'ailleurs un discours distancié sur ses rapports au bloc de l'Est : « Chaque fois que l'on nous demande de nous définir, chaque fois que l'on nous presse de choisir, nous répondons que nous nous sommes définis et que nous avons choisi. Nous nous définissons par l'Afrique et c'est l'Afrique que nous choisissons. On nous affirme que nous devons nécessairement choisir entre le capitalisme et le socialisme, mais je m'excuse et – soit dit entre nous – nous sommes pratiquement incapables de définir ce qu'est le capitalisme, ce qu'est le socialisme »<sup>18</sup>. Inversement, les fournitures d'armes par les États d'Europe de l'Est se dirigent uniquement vers des États qui affichent leur basculement vers le socialisme, ou tout au moins une sympathie claire comme la Guinée ou le Mali du début des années 1960.

#### *Les logiques contre-subversives des réseaux Foccart face au « péril communiste »*

Depuis l'Élysée, se met en place dès 1958-1960 une stratégie de protection, alimentée par le renseignement, face à cette pénétration<sup>19</sup>. Pour la France, la Tchécoslovaquie ne peut être qu'un bras armé de Moscou. L'ambassadeur de France à Prague, Claude Bréart de Boisanger, écrit ainsi au ministre des Affaires étrangères Christian Pineau : « J'ai toujours pensé que le gouvernement tchécoslovaque était plus pro-soviétique que les Soviets »<sup>20</sup>. Dans un premier temps, Paris réfléchit à la porte d'entrée dans la région que constitue la Guinée. Elle envisage de « déstabiliser Sékou Touré, le rendre vulnérable, impopulaire et faciliter la prise de pouvoir par l'opposition » comme en témoigne Maurice Robert chef du secteur Afrique du SDECE<sup>21</sup>. Montée en 1959, l'opération « Persil » consiste notamment à inonder de fausse monnaie la jeune république guinéenne, tandis que des maquis armés sont appuyés par le 11<sup>e</sup> Choc. L'affaire échoue cependant après des fuites<sup>22</sup>. Dans la première moitié des années 1960, les Français considèrent toutefois que la stratégie communiste (y compris via la Guinée ou le Congo-Brazzaville) vise désormais surtout l'immense Congo belge, ce qui y explique peut-être sa propre

<sup>17</sup> « Guinea-Red Pact on Base is hinted », *New York Times*, 8 décembre 1960.

<sup>18</sup> SÉKOU TOURÉ Ahmed, *L'action politique du PDG*, Conakry, 1959.

<sup>19</sup> AN, Fonds Foccart, 5 AG F/329, Note du SDECE « L'action du communisme en Afrique ».

<sup>20</sup> Archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE), série Europe 1956-1960, sous-série Tchécoslovaquie, vol. 211, dossier 7, n°724/EU.

<sup>21</sup> ROBERT Maurice, *Ministre de l'Afrique. Entretiens avec Alain Renault*, Paris, Seuil, 2004.

<sup>22</sup> Voir les témoignages d'AUSSARESSÉS Paul, *Je n'ai pas tout dit. Ultimes révélations au service de la France*, Monaco, Éditions du Rocher, 2008, pp. 112-113 ou CHAMBON Albert, *Mais que font donc ces diplomates entre deux cocktails ?*, Paris, Pedone, 1983, pp. 38-40. La crainte d'attaques sur la monnaie nationale explique peut-être que le Franc malien semble frappé en Tchécoslovaquie (lettre de l'ambassadeur français Pierre Pelen au ministre des Affaires étrangères du 17 juin 1966, SHD, AMT, GR 14 S 267).





implication. Ainsi, la France a connaissance de la mission conjointe KGB-StB à Léopoldville en 1960, de la fourniture de matériel militaire à Gizanga dès 1961 et des ambitions tchécoslovaques sur les maquis congolais de 1962 à 1964<sup>23</sup>. En face, la CIA y est également très active.

La poussée militaire dès les indépendances explique, sinon justifie, la logique des réseaux Foccart qui vise à construire une coopération régionale anti-subversive. Au Congo-Brazzaville, le conseiller du président Youlou, Maurice Bat, l'alerte très tôt sur les liens établis entre l'UJC (Union de la jeunesse congolaise) et l'ambassade soviétique à Léopoldville. La StB (*Statni bezpecnost* ou Sécurité d'Etat) est identifiée comme le service qui travaille cette jeunesse<sup>24</sup>. En février 1960, se tient dans la ferme de l'abbé Youlou, à Madibou, une réunion pour coordonner l'action de services intérieurs et extérieurs tenus par des hommes des réseaux Foccart<sup>25</sup>. À la tête de la sécurité intérieure, le Bureau de documentation économique et sociale (BUDES), Alfred Delarue mène l'action contre-subversive, en lien avec la Sûreté française. Toute une série de mesures sont prises pour lutter contre l'emprise communiste sur l'UJC et, à travers elle, sur la jeunesse congolaise, à commencer par l'interdiction de stages en Guinée et dans les démocraties populaires en Europe. Inspiré par la pensée du général Némó et son service militaire adapté, Delarue met en place un service civique de la jeunesse congolaise<sup>26</sup>.

Au cours de l'hiver 1962-1963, les réseaux Foccart produisent des notes sur la dégradation de la confiance envers Youlou dans la société congolaise<sup>27</sup>. Par ailleurs, autre preuve de la marge de manœuvre des acteurs locaux, personne n'ose dire à l'abbé Youlou que sa marche vers un parti unique cristallise les oppositions. Maurice Bat est même remercié au printemps 1963<sup>28</sup>. Malgré la chute de l'abbé Youlou la même année à Brazzaville, le système français porte ses fruits en se recomposant géographiquement. Cette structuration des dispositifs anti-subversifs franco-africains s'accélère à la faveur de la tentative de renversement de Léon M'Ba en 1964 au Gabon. Bob Maloubier, un des fondateurs du service Action du SDECE, y est placé à la tête de la Garde présidentielle. Mis sur pied dès 1960 par l'inspecteur Georges Conan, fort de son expérience contre l'UPC au Cameroun, le service de renseignement intérieur est réorganisé et professionnalisé par le commissaire René Galy, missionné par le Service de coopération technique internationale de police (SCTIP)<sup>29</sup>.

<sup>23</sup> MUEHLENBECK Philip E., TELEPNEVA Natalia, *Warsaw Pact Intervention in the Third World: Aid and Influence in the Cold War*, London, I.B. Tauris, 2018.

<sup>24</sup> SHD, 10 T 650, SDECE, Congo 1959-1972.

<sup>25</sup> BAT Jean-Pierre, *La fabrique des barbouzes. Histoire des réseaux Foccart en Afrique*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2015.

<sup>26</sup> Ce type de dispositif sera ensuite utilisé de façon plus ou longue durable dans d'autres pays du « pré carré », notamment en Côte d'Ivoire. Sur la pensée du général Némó, ESNAULT Nils, *Situer la guerre moderne dans le milieu social : la pensée contre-subversive du général de division Némó*, Mémoire de Master II sous la direction de Walter Bruyère-Ostells et Ivan Cadeau, Sciences Po Aix, 2019.

<sup>27</sup> SHD, 10 T 171, SCTIP, Congo, renseignements politique intérieure (1960-1964).

<sup>28</sup> BAT Jean-Pierre, *La fabrique des barbouzes*, *op. cit.*, page 383 et suivantes.

<sup>29</sup> AN, Fonds Foccart, 5 AG F/ 1966 ET 1970.







En face, l'URSS et ses alliés du bloc de l'Est réadaptent en partie leur stratégie à partir de 1964. Le secrétariat aux Affaires africaines et malgaches considère que : « Après leurs déboires en Guinée et au Congo ex-Belge, les Soviétiques ont adopté depuis 1964 vis-à-vis de l'Afrique noire et particulièrement des États africains francophones une tactique plus souple et plus prudente, d'une part en mettant en œuvre une politique de présence fondée essentiellement sur la pratique de « relations publiques », d'autre part en offrant leur coopération tant technique qu'économique aux régimes en place quelle que soit leur orientation »<sup>30</sup>.

### **Une articulation imparfaite entre Moscou et les États d'Europe de l'Est car soumise à de nombreux aléas**

Selon le même document, en renonçant à instaurer le socialisme dans ces États, l'URSS aurait renforcé son influence depuis 1964 dans l'Afrique francophone. Cette nouvelle logique est poursuivie en collaboration avec les États d'Europe de l'Est. Cette prudence n'exclut donc pas alors la recherche de complémentarité entre ces derniers.

#### *Une plus forte présence communiste*

En fait, la Tchécoslovaquie continue d'être un partenaire privilégié pour Moscou. Une série de rencontres soviéto-tchécoslovaques à Prague est consacrée aux affaires africaines du 21 au 25 novembre 1965<sup>31</sup>. Jan Busniak Ministre des Affaires étrangères conduit la délégation. Surtout, le contexte africain évolue. Le Soudan se rapproche alors de l'URSS et du bloc de l'Est. Du point de vue français, cette aide militaire russe confirme le diagnostic global d'utilisation des pays de l'Est comme levier de pénétration. Au Soudan, l'appui soviétique est ainsi complété par « la Tchécoslovaquie, la Bulgarie et la Yougoslavie »<sup>32</sup>. « Une série de protocoles et d'accords techniques et commerciaux viennent compléter cet élargissement des relations entre le Soudan et les pays communistes européens.

Dans le « pré carré », la Guinée demeure l'un des points d'ancrage de l'influence communiste. Comme ailleurs, la lutte entre Moscou et Pékin se fait cependant sentir. L'URSS semble de plus en plus directement en concurrence avec la Chine. Après le bref passage de Che Guevara au printemps 1965, l'insurrection de l'Est du Congo-Léopoldville est surtout soutenue par Pékin *via* la Tanzanie. Cette rivalité avec la Chine est suivie avec plus d'attention par Paris pour le Mali ou la Mauritanie. En 1968, une note détaillée

<sup>30</sup> AN, Fonds Foccart, 5 AG F/2597, Note d'information « Point des activités soviétiques dans les États africains francophones » (6 avril 1968), SGDN, cabinet du Premier ministre.

<sup>31</sup> DVORACEK Jan, PIKNEROVA Linda, ZAHORIK Jan, *A History of Czechoslovak involvement in Africa: Studies from the Colonial Through the Soviet Eras*, op. cit., page 100.

<sup>32</sup> AN, Fonds Foccart, 5 AG F/2597, Note d'information « Les activités des pays communistes européens dans le Tiers-Monde (15 septembre-15 décembre 1967) », SGDN, cabinet du Premier ministre.





est envoyée au SGDN<sup>33</sup>. La France ne peut que se réjouir d'une lutte sans merci pour ne pas voir l'autre exercer une influence majeure, comme le montre les propos prêtés à Leonid Brejnev dans une autre note l'année suivante : « Nous préférons nous lier avec nos ennemis, les Américains, si cela était nécessaire, pour empêcher le socialisme chinois de s'imposer dans le monde »<sup>34</sup>.

Peut-être pour mieux contenir Pékin, l'influence commerciale laisse de plus en plus de place aux pays de l'Est. Pour être moins dépendante du poids tchécoslovaque, Moscou fait monter en puissance la RDA (même si celle-ci reste en retrait de la RFA en volume). Paris note également le renforcement de la coopération bulgare<sup>35</sup>. La Yougoslavie y est tout aussi active avec un accord qui fixe les échanges à hauteur de 4 millions de dollars par an. En revanche, les questions militaires semblent bien demeurer directement sous le contrôle de l'URSS, de la Chine ou Cuba.

*Un élargissement de l'assistance technique militaire aux États d'Europe de l'Est ou une accélération des logiques nationales au sein du bloc ?*

En 1967, le renseignement français suit avec attention « les premières livraisons de chars, artillerie et camions prévues par l'accord d'aide militaire tchécoslovaque » à destination du Maroc mais aussi le rétablissement des relations diplomatiques entre Moscou et le Congo-Kinshasa<sup>36</sup>. Au Mali, l'influence des différents États de l'Est se renforcent sous l'égide de l'URSS sur le plan militaire ; elle donne par exemple lieu à un déplacement du chef d'état-major malien en RDA (août 1967). Pour accroître son poids de façon rapide, l'URSS associerait davantage ses partenaires du pacte de Varsovie. La CIA note toutefois la répartition des rôles au sein de l'Europe de l'Est comme très asymétrique en termes de *hard power* en 1968. Certains pays se plaindraient même de devoir « participer aux programmes d'assistance militaire soviétique ». Les États européens les plus actifs seraient la Tchécoslovaquie et la Pologne<sup>37</sup>.

La difficulté réside également dans la crainte désormais plus ancrée devant la pénétration communiste et par le soutien à des groupes (partis, groupes armés ou syndicats) considérés comme subversifs par les chefs d'État africains au-delà de leur positionnement politique. Les relations avec les États de l'Est sont davantage perçues dans la lo-

<sup>33</sup> AN, Fonds Foccart, 5 AG F/2597, Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches, Note d'information « Point des activités soviétiques dans les États africains francophones » (6 avril 1968), SGDN, cabinet du Premier ministre.

<sup>34</sup> AN, fonds Foccart, 5 AG F/1676, Note du SDECE, Mali, « Au sujet de la rencontre de Charles Cissoko avec Brejnev et Kossyguine, 26 septembre 1969 ».

<sup>35</sup> AN, Fonds Foccart, 5 AG F/2597, Note du ministère des Affaires étrangères, Direction des affaires politiques Afrique-Levant, Note « Pénétration communiste en Guinée », 28 mai 1969.

<sup>36</sup> AN, Fonds Foccart, 5 AG F/2597, Note d'information « Les activités des pays communistes européens dans le Tiers-Monde (15 septembre-15 décembre 1967), SGDN, cabinet du Premier ministre.

<sup>37</sup> CIA, « Communist Military assistance Programs in Less Developed areas », October 4, 1968. En ligne : [[https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/DOC\\_0000272970.pdf](https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/DOC_0000272970.pdf)].





gique des blocs que précédemment. Ainsi, malgré le rétablissement de relations diplomatiques avec l'URSS et des relations commerciales avec « la Bulgarie, la Roumanie et la Tchécoslovaquie », Paris explique que le « courant d'échanges » entre ces États et le Congo-Kinshasa soit « assez faible » et même « inexistant » pour l'URSS par l'inquiétude du général Mobutu des oppositions, soit qui ont existé dans le pays (Mulélistes), soit aux portes du Congo soutenues par l'Est (Brazzaville)<sup>38</sup>. Le point d'entrée principal est donc désormais le Congo-Brazzaville où de nombreux États de l'Est sont représentés dont les Européens (Roumanie, Tchécoslovaquie) mais où « le gouvernement de Brazzaville essaie de tenir la balance égale entre les poussées soviétique et chinoise » (Pour la Chine avec également représentation du Nord-Vietnam ou de la Corée du Nord) sans compter Cuba et des « non-alignés » (Algérie, République arabe unie, Yougoslavie)<sup>39</sup>. En Mauritanie, outre le Nord-Vietnam, le Quai d'Orsay note que des accords de coopération passent par l'Albanie.

Enfin, les Africains comprennent d'autant mieux l'articulation entre Moscou et les pays d'Europe de l'Est après l'intervention en Tchécoslovaquie à l'été 1968. Le Quai d'Orsay note avec plaisir la prise de distance de la RCA (mais relève aussi les flux d'étudiants : une centaine) ou le durcissement très net de Félix Houphouët-Boigny (par ailleurs opposé à la ligne soviétique dans le conflit du Biafra)<sup>40</sup>. Pour la même raison, après avoir envisagé des ouvertures, le Niger se refuse à tout lien avec un pays d'Europe de l'Est. Désormais, l'ouverture à ces États apparaît plus risquée car plus directement sous le contrôle de Moscou. L'influence des pays de l'Est est soumise aux aléas de la vie politique africaine. Au Mali, alors que Modibo Keita fait le choix d'un alignement plus clair sur l'Est en janvier 1968, il est renversé par un coup d'État militaire, même si « la Russie, la Chine et divers pays de l'Est « continuent d'entretenir au Mali des missions diplomatiques fournies »<sup>41</sup>.

\*

Pour conclure, on pourrait donc considérer que le dialogue commercial, diplomatique, sécuritaire et diplomatique par les marges entre le bloc de l'Est et l'Afrique francophone dévoile un jeu plus complexe que ne le laisse penser une analyse « par le haut », centrée sur les puissances » de la Guerre froide. À l'Est, Moscou est d'abord dépendante des États précurseurs dont la Tchécoslovaquie qui ont développé une expertise sur la zone. Au fur et à mesure qu'on avance dans le temps, on voit la coordination se renforcer et l'effort de Moscou de répartir les tâches au sein du bloc de l'Est sous son contrôle en se gardant le *hard power*. Du côté africain, les marges sont plus importantes encore par rapport à Paris malgré la logique du « pré carré ». En réalité, ils « utilisent » les relations avec les États de l'Europe de l'Est au moment des indépendances dans une logique

<sup>38</sup> AN, Fonds Foccart, 5 AG F/2597, Note du ministère des Affaires étrangères, Direction des affaires politiques Afrique-Levant, Note « La République démocratique du Congo et la pénétration communiste », 27 mai 1969.

<sup>39</sup> AN, Fonds Foccart, 5 AG F/2597, Note du ministère des Affaires étrangères, Direction des affaires politiques Afrique-Levant, Note, 27 mai 1969.

<sup>40</sup> *Ibidem*.

<sup>41</sup> *Ibid.*





## MARGES IMPÉRIALES EN DIALOGUE

de diversification des partenaires mais la tutelle de Paris s'impose par le consentement d'une majorité voyant l'étau soviétique écraser l'autonomie relative de ses marges. Face aux seules anciennes puissances coloniales, il leur reste la réponse à des sollicitations occidentales autres (Italie avec Mobutu), chinoises ou cubaines.

